

Questions orales

de ceux qui vont souffrir le plus des effets de ce projet de loi et à recommencer à zéro ou à retirer tout simplement son projet de loi? C'est la seule chose sensée à faire, à mon avis.

Mme McDougall: Monsieur le Président, je dirais d'abord que ce qui s'est passé à l'autre endroit a eu de graves répercussions sur les électeurs du député.

Ce projet de loi supprime les sanctions qui frappaient jusqu'ici les travailleurs saisonniers réitérants, ce qui est une question tout à fait étrangère à la norme variable d'admissibilité. Les électeurs du député écotent. Il n'y a pas que la norme variable d'admissibilité. Il y a des avantages qu'on ne peut garantir à ses électeurs par un projet de loi sur la norme variable d'admissibilité.

Le député ne l'ignore pas. Il sait que le programme Développement des collectivités aidera les gens de sa circonscription et d'ailleurs à Terre-Neuve.

M. Simmons: Il ne s'agit pas de ça!

Mme McDougall: Mais si. Cela fait partie du projet de loi de même que de la stratégie de mise en valeur de la population active. Toutes ces mesures forment un tout. Elles profiteront à la population de Terre-Neuve, voire à celle de toute la région de l'Atlantique. Il est temps qu'il les appuie.

* * *

L'AMÉRIQUE CENTRALE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, j'ai une question pour le premier ministre. Dans le discours qu'il a prononcé à la Chambre au sujet de l'Organisation des États américains, le premier ministre s'est engagé à donner au Canada un nouveau rôle dans l'hémisphère occidental.

Je suis rentré récemment d'un voyage au Salvador, et j'ai senti dans ce pays, malgré le drame qu'il vit, un nouveau désir de lancer un processus de paix, mais il a besoin pour cela de l'aide d'autres pays.

Le premier ministre garantira-t-il aujourd'hui que le montant de 100 millions de dollars que son gouvernement a promis de consacrer il y a un an à l'Amérique centrale ne sera pas réduit, mais confirmé dans le prochain budget, mais qu'il sera en fait consacré à l'oeuvre des Églises et autres organismes non gouvernementaux

qui travaillent à faire respecter les droits humains, à implanter le processus démocratique, à faciliter le processus de paix, de sorte que notre pays puisse adresser un message très positif aux habitants de cette région et leur montrer que nous nous soucions de ce qui leur arrive?

• (1440)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, étant donné l'intérêt que mon honorable collègue porte à cette région, il sera heureux d'apprendre que j'ai reçu hier un appel du président du Mexique qui voulait remercier le Canada d'avoir joint les rangs de l'OEA et d'avoir joué un rôle de premier plan pour faire alléger la dette du Mexique; il considère l'allègement de la dette comme une initiative très importante qui peut à mon avis être répétée pour d'autres pays d'Amérique latine. Mon honorable collègue sera sûrement heureux de l'apprendre.

Quant aux considérations budgétaires, le ministre des Finances présentera au moment opportun un budget qui, je l'espère, saura répondre aux requêtes de mon honorable collègue.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, le premier ministre reconnaît certainement qu'il y a des conflits dans des pays comme le Salvador. La paix dans toute cette région n'est pas possible sans notre aide.

Est-il prêt à user de ses bons offices pour demander au gouvernement Bush, qui examine actuellement ses programmes d'aide économique et militaire en Amérique centrale, que toute l'aide américaine, qui constitue la principale forme de soutien de ce pays, soit subordonnée à la reconnaissance des droits de la personne et à la capacité d'amener les deux camps à engager des négociations suivies pour favoriser un processus de paix? L'imposition de conditions semblables serait peut-être déterminante. Le premier ministre est-il prêt à faire cette demande au président des États-Unis?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le Canada, compte tenu de sa population, accorde plus d'aide dans le monde entier que les États-Unis d'Amérique. Toutes proportions gardées, le Canada est bien en avance sur les États-Unis et il n'accorde pas d'aide militaire qui s'ajouterait dans les calculs. Notre pays a un bilan extrêmement positif en matière